

trer des résistances pareilles dans un domaine où, en fait, la volonté de la Confédération est d'aider les cantons, de les accompagner dans l'exercice de leurs compétences. Vraiment, dans ce domaine, je reste un peu perplexe devant les résistances, les difficultés que nous avons eues de dialoguer avec les cantons pour préparer cette loi. C'est, pour parler clairement, la raison de ce retard.

Ce sont, bien sûr, des domaines sensibles. Ce sont des domaines où nous aimerions reconnaître l'importance des compétences cantonales et notre rôle subsidiaire, sans nous limiter à donner uniquement des subventions en ignorant ce qui se passe vraiment dans ce pays, parce que nous considérons que la Confédération est vraiment responsable de l'entente confédérale. Si les cantons ont un rôle très important à jouer dans ce domaine, c'est tout de même à la Confédération – qui est une «Willensnation» – de veiller à ce que ces différents éléments qui constituent notre pays restent cohérents et se comprennent. Rien de plus funeste que de donner raison à la fameuse plaisanterie qui veut que «les Suisses s'entendent parce qu'ils ne se comprennent pas». Avec cela, j'en viens au problème des langues. Bien sûr, cela nous préoccupe aussi de voir que les directeurs cantonaux de l'instruction publique n'ont pas réussi jusqu'à présent à s'entendre pour fixer un programme d'apprentissage des langues. Nous sommes en retrait, je le reconnais, nous sommes timides face à ce problème parce que nous avons l'impression que les cantons sont seuls compétents, et que nous espérons qu'ils arriveront à voir eux-mêmes où est leur intérêt.

Une chose est certaine, tous les directeurs cantonaux de l'instruction publique nous ont assuré qu'ils voulaient arriver au même résultat à la fin de la scolarité. La question est de savoir comment y parvenir. Nous pensons qu'il est judicieux d'approfondir et de poursuivre cette discussion. D'ailleurs, les résultats de l'enquête PISA ont, je crois, créé un choc salutaire auprès des directeurs cantonaux de l'instruction publique dans le sens d'une meilleure coordination de leur politique. Le désir qu'ils ont manifesté de créer des instruments de comparaison entre les programmes scolaires, d'un meilleur monitoring – pour utiliser un terme qui n'est ni français ni allemand –, nous permettra d'aller de l'avant.

Donc, nous utilisons la pédale douce, tout en partageant les préoccupations que vous avez exprimées ici. Je peux dire à Mme Simoneschi que la plus belle des lois, si elle n'est pas accompagnée d'un budget approprié, est en général une opération frustrante. J'espère que la discussion sur le projet de loi permettra aussi de dégager peu à peu les ressources nécessaires à la réalisation d'une politique des langues et de la compréhension confédérale qui soit satisfaisante. Encore une fois, il y a blocage quand un des niveaux politiques a l'impression que l'autre niveau ne le respecte pas suffisamment. De notre côté, je peux vous donner l'assurance – et je crois que vous en êtes presque à me le reprocher – que l'autonomie et la souveraineté cantonale sont respectées, c'est ça le terme exact. Je m'étonne alors parfois que les craintes que la Confédération puisse empiéter sur cette souveraineté soient si grandes au point qu'un travail nécessaire s'en trouve ralenti. J'ai maintenant l'assurance que les choses iront beaucoup plus rapidement. J'ai encore vu récemment le président de la «ch-Stiftung» qui m'a assuré de sa bonne volonté. J'espère que nous pourrions très prochainement vous présenter le message relatif à la loi sur les langues officielles.

00.3497

Motion Zisyadis Josef. Einheitliche Bücherpreise

Motion Zisyadis Josef. Instauration du prix unique du livre

Einreichungsdatum 04.10.00

Date de dépôt 04.10.00

Nationalrat/Conseil national 18.03.02

Zisyadis Josef (–, VD): Cette motion date du 4 octobre 2000, ce qui montre que le temps avance et que le problème reste. Le livre n'est pas un produit commercial comme les autres, à notre avis. Chaque livre a son identité et il a droit, certes, à son juste prix.

La Suisse ne connaît plus de système de prix unique pour le livre, contrairement à un certain nombre de pays européens, comme l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, la Grèce, le Danemark, la Norvège et, bien sûr, la France puisque c'est là que tout a commencé avec la loi Lang. L'Allemagne et l'Autriche en sont aussi aux réflexions en la matière. Alors la Suisse doit-elle rester en dehors de ce vaste mouvement? Ceux qui y sont opposés pensent qu'une limitation de la concurrence est préjudiciable au consommateur qui a tout intérêt à pouvoir trouver ses livres au meilleur prix.

Le prix unique n'est pas une entrave à la concurrence à notre avis. Aucun autre secteur économique n'offre à sa clientèle une telle multiplicité. Cette diversité est garante de la concurrence dont les éditeurs, par ailleurs, sont obligés de tenir compte pour la fixation de leurs prix.

Le commerce du livre est un secteur non négligeable de notre économie en termes d'emplois. Il faut éviter la perte des postes de travail et la dépréciation de la profession de libraire. Ce commerce est aussi bien plus que la simple distribution de livres. Il est l'un des vecteurs essentiels de la diffusion de la culture. Dans un marché de plus en plus difficile, la densité du réseau de librairies qui garantissent notre diversité culturelle est menacée. Seul un réseau étendu permettra le maintien d'un accès à cette culture.

En conclusion, les autorités de notre pays doivent absolument reconnaître le caractère spécifique du livre, qui n'est pas un produit comme les autres. Elles ne peuvent le faire, nous semble-t-il, qu'en adoptant le prix unique qui constitue un système économiquement efficace pour répondre à une demande culturelle importante et diversifiée.

Je me permets, Madame la Conseillère fédérale, de vous dire tout de même qu'il y a de l'attente dans le pays en cette matière. M. Widmer a déposé le postulat 99.3484. Ce postulat a été transmis le 24 mars 2000 et vous, dans votre réponse, vous dites que vous ne pouvez pas prendre en considération ma motion parce qu'il faut encore attendre le rapport sur le postulat Widmer. Or, le rapport sur le postulat Widmer, nous l'attendons depuis le printemps 2001, soit maintenant deux ans depuis la transmission par le Conseil national dudit postulat.

Le Conseil fédéral demande le rejet de ma motion. Enfin, vous ne la rejetez pas totalement, puisque vous demandez sa transformation en postulat, ce qui est une maigre consolation pour moi. Mais au fond, si nous avions en main le rapport demandé dans le postulat Widmer, ça serait tout de même beaucoup plus simple. Or, ce n'est pas le cas. Alors, j'attends quand même quelques précisions de votre part.

Dreifuss Ruth, conseillère fédérale: Le postulat Widmer 99.3484 a effectivement conduit à donner un mandat de recherche à l'entreprise Prognos SA. Le résultat de cette recherche nous permet maintenant de préparer la réponse du Conseil fédéral à ce postulat. Un projet est actuellement en procédure de consultation interne à l'administration, ce qui devrait permettre ensuite au Conseil fédéral de préparer sa réponse. Les deux textes, c'est-à-dire l'étude de l'entreprise